International Rivers

**Le 12 octobre 2013, une coalition de soixante ONG de 31 pays différents a manifesté partout dans le monde contre le financement des grands barrages et des énergies sales. Ici, devant le siège de la Banque mondiale à Washington. Cette coalition est menée par les ONG International Rivers, Amazon Watch et les Jeunes Volontaires pour l'Environnement.**

# La Banque mondiale relance les très grands barrages

La Banque mondiale avait arrêté de financer les barrages. Aujourd'hui, avec son nouveau président l'américain Jim Yong Kim, elle relance des projets de barrages encore plus grands et encore plus destructeurs de l'environnement et des populations locales dans les pays du Sud. Par **Peter Bosshard**, directeur de l'ONG International Rivers.

La Banque mondiale, depuis longtemps le promoteur mondial le plus important de la construction de grands barrages, a annoncé son intention de financer de très grands projets hydrauliques. Après deux décennies de prudence, la Banque va aller dans le même sens que des pays comme la Chine et le Brésil qui financent une nouvelle génération de très grands barrages. Sont visés tout particulièrement le Congo, l'Himalaya et le bassin du Zambèze.

*La Banque mondiale a financé 600 barrages en 60 ans*

### Un programme de financement à contre-emploi

Le 16 juillet 2013, la Banque mondiale a ainsi adopté une nouvelle feuille de route énergétique qui limite l'aide à venir aux projets carbonés à de « rares occurrences », mais propose à l'inverse d'augmenter les prêts aux grands projets hydroélectriques et gaziers. La Banque argue que de tels projets pourraient « catalyser les bénéfices réalisés à grande échelle pour améliorer l'accès aux services d'infrastructures » et combattre le changement climatique en même temps. Elle cite le projet Inga 3 sur la rivière Congo comme emblématique de cette approche.

La Banque mondiale a financé plus de 600 grands barrages sur 60 ans et porte actuellement 150 projets en cours liés au secteur hydroélectrique. La moitié de ces projets sont situés en Afrique et dans les régions du Sud-Est asiatique. Ces projets sont néanmoins de moindre envergure que la prochaine génération de très grands barrages étudiés par la Banque.

Les barrages Inga 1 et 2 construits sur le fleuve du Congo offrent un piteux exemple des projets de grands barrages réalisés en Afrique. Après que des donateurs ont dépensé des milliards dans ces projets, 85 % de l'électricité de la République démocratique du Congo est destinée à de grandes industries fortement consommatrices en énergie et à la population urbaine... alors que moins de 10% de la population rurale a accès à l'électricité.

La Banque a choisi en juillet 2013 de financer le projet Inga 3 de 12 milliards de dollars sur le Congo, soit le projet le plus onéreux jamais proposé en Afrique, et deux autres projets de plusieurs milliards sur le Zambèze, exemples de cette nouvelle approche. Ces trois projets de grands barrages doivent générer de l'électricité pour les compagnies minières et les consommateurs de la classe moyenne d'Afrique du Sud.

Les ONG qui travaillent sur la précarité énergétique sont très inquiètes que ce choix se fasse dans un pays les plus pauvres et les plus corrompus d'Afrique. « Les projets Inga 1 et 2 n'ont en rien entraîné un développement économique, mais ils ont alourdi le poids de la dette », écrivaient le 15 mai 2013 19 ONG au président de la Banque mondiale Jim Kim. « Dans une période de fragilité hydrologique, concentrer l'aide aux barrages centralisés augmentera la vulnérabilité climatique des pays pauvres ».

La Banque prétend qu'elle a appris à mieux gérer les inconvénients des grands barrages comme le problème du relogement des personnes déplacées et les dégâts écologiques. « Il ne s'agit plus du barrage de votre grand-père » a lancé Julia Bucknall, responsable du secteur hydrologique de la Banque. Pourtant, le seul changement, c'est qu'aujourd'hui la Banque publie des myriades de rapports sur les impacts environnementaux quand elle lance un projet de nouveau barrage.

Le barrage Lom Pangar au Cameroun est un exemple de projet récent de taille moyenne financé par la Banque. Il doit inonder 30 000 ha de forêt tropicale dont le parc national Deng Deng, un refuge pour les gorilles, chimpanzés et autres espèces menacées. Le projet est destiné à alimenter une industrie d'aluminium qui consomme de loin le plus d'énergie au Cameroun. « Des projets comme Lom Pangar obligent à s'interroger sur la volonté de Banque mondiale de fournit de l'énergie aux pauvres et d'apprendre des erreurs passés ».

### Grand hydraulique inefficace

De meilleures solutions existent déjà. Ces dix dernières années au niveau mondial, les gouvernements et les investisseurs privés ont installé plus de capacité énergétique en éolien qu'en barrage. Même le solaire a rattrapé l'investissement hydroélectrique. Ces deux sources d'énergie sont plus efficaces que les grands barrages pour atteindre les milieux pauvres d'Afrique subsaharienne.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a montré que l'électrification en réseau y compris par le biais de projets hydroélectriques n'est pas rentable pour les milieux ruraux en raison de la faible densité de peuplement. Les autres énergies renouvelables sont décentralisées et plus efficaces. Ces solutions énergétiques présenteraient le triple bénéfice d'augmenter l'accès à l'énergie, affermir la résilience climatique et protéger l'environnement. L'AIE recommande que plus de 60% des fonds requis pour l'accès à tous à l'électricité soient investis dans les projets d'énergies renouvelables.

*La Banque ignore les myriades de rapports sur l'environnement qu'elle publie elle-même*

Mais l'implantation de telles technologies en Afrique laisse plus qu'à désirer. Comme de nombreux bailleurs de fonds, la Banque mondiale est responsable de la situation. En 2007-2012, elle a accordé 5,4 milliards de dollars à l'hydraulique contre 2 milliards à l'éolien et au solaire combinés.

Au-delà des pressions de pays constructeurs de barrages, l'engouement de la Banque pour les très grands barrages est mû probablement par son intérêt propre. Une feuille de route qui a fuité en 2011 avait reconnu que l'augmentation de la taille des projets « pourrait sembler en opposition avec la promotion d'activités dans des secteurs où de nombreux projets potentiels comme le solaire, le vent, le micro-hydroélectrique sont de taille réduite ». Le document rappelait que « la part des coûts de la préparation et de la supervision rapportée à l'envergure du projet » est proportionnellement plus importante pour des projets de taille modeste que pour des projets importants et centralisés. Ainsi, dans une structure hautement centralisée, les responsables financiers ne se sentent pas incités à financer des projets de taille modeste.

Ce modèle de financement a nui aux projets de la Banque pendant des décennies. Dès 1992, des rapports internes n'ont eu de cesse de critiquer la Banque pour sa propension excessive à accorder de prêts à des projets géants.

Ces vingt dernières années, les présidents successifs de la Banque ont promis de résoudre ces conflits d'intérêts. Pourtant, la feuille de route du 16 juillet 2013 se concentre sur de très grands projets. « La Banque mondiale prévoit des barrages dans la région fragile de l'Himalaya dont le Népal, avec comme objectif d'exporter de l'énergie en Inde » regrette un militant népalais Ratan Bhatari, « au lieu de se tourner vers de énergies moins coûteuses et soutenables ». ■

**Peter Bosshard** est directeur des campagnes à l'ONG International Rivers Network, un réseau international d'organisations luttant contre les projets de grands barrages depuis 1985. Site : www.internationalrivers.org